

n'aillent pas, de grâce, faire bifurquer le débat vers l'inflation pour nous dire que les intéressés doivent, eux aussi, être enrégimentés dans la guerre contre l'inflation. Ils ont déjà vu leur revenu, à toutes fins pratiques, réduit de 9 p. 100. Ce sont surtout les conséquences de l'inflation qu'ils ont à subir. Les cadres supérieurs bénéficient de relèvements de traitements et de toutes les autres choses dont ils s'accompagnent; ne laissons donc pas nos vieillards combattre seuls l'inflation. Nous devrions adopter, à leur égard, les mesures que propose la motion.

Un dernier mot—que je tâcherai de dire sans emphase, mais en termes clairs—la Chambre se doit, de façon particulière, d'améliorer le régime des pensions. Nous avons fait quelque chose pour nous-mêmes dans ce domaine, mais je ne veux pas soulever à nouveau ces arguments. Les députés savent quelle est ma position à cet égard. Cependant, j'estime qu'ayant ainsi songé à nous mêmes avant Pâques, nous avons maintenant à l'égard de nos vieux pensionnés et de nos anciens combattants une obligation morale, la plus impérative que nous ayons jamais eue. J'espère que nous y ferons face aujourd'hui en accordant un appui unanime à cette motion qui prie le gouvernement d'étudier l'opportunité d'augmenter immédiatement et de façon sensible le montant de base de la pension de la sécurité de la vieillesse ainsi que des pensions et allocations aux anciens combattants, ce qui représenterait les premières mesures visant à améliorer le niveau de vie de tous nos citoyens âgés et à la retraite.

Des voix: Bravo!

• (3.50 p.m.)

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'appuyer la motion dont la Chambre est saisie. Je voudrais signaler qu'elle se borne à demander au gouvernement d'étudier la possibilité d'accorder un semblant de justice à nos vieillards et à nos anciens combattants. J'espère donc que d'autres députés du côté du gouvernement sont également prêts à appuyer cette motion montrant ainsi que les pauvres, les vieillards et les anciens combattants méritent mieux, au Canada, que d'être repoussés tout au bas de l'échelle.

S'il faut en croire des rapports de presse encourageants, il semble qu'un éclair de conscience ait jailli au sein du cabinet et que certains ministres, certains autres partisans du gouvernement s'inquiètent de voir celui-ci pratiquer une politique qui consiste à s'en prendre aux pauvres et aux faibles afin de permettre aux riches et aux forts de prospérer. Aujourd'hui les gens d'en face ont l'occasion de proclamer au Parlement ce qu'ils ont déclaré en privé.

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

Il est fâcheux que dans un pays aussi fier de son haut niveau de vie le Parlement doive consacrer une journée à prier le gouvernement de songer—simplement de songer—à faire disparaître la discrimination à l'endroit de ceux qui ont collaboré à établir ce niveau de vie et se sont battus pour le protéger. Les gens pour qui l'opposition en général cherche aujourd'hui un soulagement sont souvent ceux qui ont donné ou risqué leur vie au service du Canada, et qui ne demandent aujourd'hui rien de plus qu'un niveau de vie convenable pendant leur retraite. En plus d'être une injustice consommée dans ce qu'on appelle la société juste, le refus du gouvernement de réagir devant le triste sort de ces Canadiens—son insistance à faire durer une discrimination cruelle contre les gens âgés et les anciens combattants du Canada—constitue une ingratitude impitoyable et monumentale.

Cette motion doit avoir causé une immense consternation au bureau du premier ministre (M. Trudeau). On ne doit pas savoir vers quoi le pays s'achemine. La semaine dernière, il s'agissait des chômeurs. Maintenant, il s'agit des pensionnés et des anciens combattants. A l'édifice de l'Est, on doit se demander pourquoi le Parlement prend la peine de soulever ces problèmes si mal à propos. Le Parlement ne sait-il pas que les problèmes doivent être étudiés en temps opportun, qu'il s'agit maintenant de combattre l'inflation, et qu'avant qu'elle ne disparaisse, nous ne pouvons étudier les problèmes des gens âgés ou tout autre problème?

Ne savons-nous pas, dira-t-on à l'édifice de l'Est, que ce sont les gens âgés que l'inflation frappe le plus durement et que, par conséquent, rien ne peut être fait pour alléger leurs maux? Évidemment, cet argument est absurde. Combattre l'inflation, bien sûr. Mais il est faux de laisser entendre que ceux qui veulent obtenir un soulagement pour les gens âgés ou les anciens combattants veulent abandonner la partie et renoncer à la lutte contre l'inflation. C'est là l'alternative rigide et fausse que le premier ministre se plaît à faire valoir. Bien sûr, continuons à combattre l'inflation, mais ne laissons pas ceux qui souffrent le plus porter la majeure partie du fardeau de cette lutte. Si le Parlement persiste à demander qu'on aide ces gens, les ordinogrammes du premier ministre en seront tout déséquilibrés. Et l'on sait fort bien que les ordinogrammes du gouvernement sont beaucoup plus importants que les gens. On n'entend jamais personne de ce côté-là dire d'un ordinateur que c'est un «effet secondaire regrettable».

J'aimerais m'attarder un peu sur ce point. Le gouvernement prétend être compétent. D'autres gouvernements, à d'autres époques,